



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 31 – 10 juin 2022



Pays nordiques

SAS se bat pour sa survie. Le 31 mai 2022, SAS a fait état d'un nouveau déficit de plusieurs milliards de couronnes. Positionnée sur le secteur des vols d'affaires, la compagnie a subi de plein fouet le recours au télétravail et aux visioconférences durant la pandémie. Elle a présenté, mardi dernier, les détails d'un plan de sauvetage : ce sont principalement les grandes sociétés de leasing internationales, qui possèdent de nombreux avions de SAS, qui accuseront d'importantes pertes et une partie de la dette sera reconvertie en actions. Néanmoins, le sauvetage de la compagnie ne pourra pas se faire sans l'aide des Etats actionnaires. Or, la Suède (détentrices de 21,8% du capital) a annoncé le 7 juin qu'elle ne souhaitait pas recapitaliser l'entreprise. La réponse du gouvernement danois (21,8% du capital également) devrait être connue à la mi-juin. Dans ce contexte, le gouvernement norvégien est susceptible de racheter des actions SAS qu'il avait vendues pour 600 millions de NOK (60 M €) il y a environ quatre ans, soit 10 % des actions de la compagnie. Il pourrait aussi accorder un nouveau prêt à SAS, comme il l'avait fait pour sauver Norwegian en 2021 (300 M € en mai 2020, puis 150 M € au printemps 2021). Enfin, l'Etat chinois pourrait aussi faire son entrée au capital de SAS, en participant à la capitalisation.



Danemark

Le chômage au plus bas depuis 2008.

En dépit de l'inflation galopante, de difficultés d'approvisionnement massives et de l'incertitude internationale résultant du conflit ukrainien, le taux de chômage poursuit sa décrue pour s'établir à 2,4% de la population active fin avril, un record en quatorze ans, d'après les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). Le marché du travail ne compte désormais plus que 70 000 demandeurs d'emploi, soit moitié moins qu'au printemps 2020. Après douze mois consécutifs de hausse, le taux d'emploi pourrait toutefois avoir atteint son pic, selon les estimations de Mette Hørdum Larsen, économiste au sein de la Confédération danoise des syndicats (*Fagbevægelsens Hovedorganisation*).

Le Danemark désigné pays le plus résilient au monde.

Le Royaume a été distingué, pour la deuxième année consécutive, par le *2022 FM Global Resilience Index* au terme d'une enquête menée auprès d'entreprises nationales. L'étude est fondée sur une quinzaine de critères, incluant la productivité, l'intensité énergétique, les dépenses de santé, la gestion du risque climatique, la qualité des infrastructures ou encore la fiabilité des chaînes d'approvisionnement. La Suisse, le Luxembourg, Singapour et l'Allemagne complètent le top 5.

Gazprom suspend ses livraisons de gaz à Ørsted.

« Le groupe Gazprom Export a informé Ørsted qu'il cessera les approvisionnements à compter du 1^{er} juin 2022 à 6h », a rapporté la compagnie énergétique danoise dans un communiqué de presse. L'annonce fait suite à la décision d'Ørsted de ne pas se conformer à la demande russe de paiement en roubles. Liées depuis 2006, les deux sociétés avaient conclu un accord prévoyant la fourniture par Gazprom de 2Mds de m³ par an à Ørsted jusqu'en 2030. Le groupe a fait savoir qu'il disposait de réserves substantielles dans ses entrepôts danois et allemands, et qu'il serait toujours en mesure d'acheter du gaz sur les différents marchés européens, à commencer par l'Allemagne, d'où provient actuellement 75% de la consommation du Royaume – dont près de la moitié d'origine russe, selon Eurostat. L'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*) avait précédemment indiqué que le Danemark pourrait fournir tous les clients connectés au réseau pendant une durée de quatre ou cinq mois dans l'hypothèse où Gazprom suspendrait totalement ses livraisons de gaz à l'Union européenne. La situation pourrait toutefois devenir problématique à plus long terme, en particulier pour les 50 entreprises danoises dites « interruptibles », a concédé le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Dan Jørgensen, précisant que les 380 000 foyers danois chauffés au gaz ainsi que les entreprises d'importance critique continueraient d'être approvisionnés en priorité. La Première ministre Mette Frederiksen a exprimé lundi 30 mai son soutien à la décision d'Ørsted, qualifiant l'exigence russe de « chantage totalement inacceptable ». Le Danemark est le cinquième pays européen sanctionné par Moscou, après la Pologne, la Bulgarie, la Finlande et les Pays-Bas.

Le Danemark abritera la plus grande usine d'électrolyseurs d'Europe.

Le fleuron national Topsoe, spécialisé dans les technologies de réduction du carbone, a annoncé fin mai la construction d'un site de 72 000 m² dédié à la fabrication de cellules à oxyde solide (SOEC), utilisées pour la production d'hydrogène vert à grande échelle. Située à Herning (Jutland), l'unité devrait présenter une capacité annuelle initiale de 500 MW, avec une option d'extension jusqu'à 5 GW, et employer environ 170 personnes. Le coût total des opérations, dont l'achèvement est prévu courant 2024, est estimé à 2 Mds DKK (268 M€). « Il s'agit de la première usine de ce type au monde et du plus gros investissement jamais réalisé par Topsoe », a déclaré Roeland Baan, directeur général du groupe d'ingénierie danois. Les travaux de construction devraient débuter au cours du second semestre 2022, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration et des organismes de réglementation compétents.

Rebond pour Flying Tiger Copenhagen. Après plusieurs années de pertes et une phase de consolidation marquée par la fermeture de nombreuses boutiques ainsi qu'une modernisation de la gamme, la chaîne danoise de produits à petits prix a retrouvé le chemin de la rentabilité en 2021, affichant un bénéfice d'exploitation de 950 M DKK (127 M€) et un résultat annuel de 108 M DKK (14 M€), des chiffres records depuis 2015. Déjà présente dans 27 pays par l'intermédiaire de 858 points de vente, l'enseigne détenue par Zebra A/S a par ailleurs annoncé l'ouverture de 500 nouveaux magasins d'ici quatre à cinq ans, notamment au Moyen-Orient et en Asie, sous la forme d'alliances avec des partenaires franchisés locaux. « Nous sommes prêts pour une expansion contrôlée et examinons les opportunités sur tous les marchés où nous sommes actuellement sous-représentés », a précisé Martin Jermiin, PDG du groupe.

Finlande

Inauguration du nouveau centre technologique durable de Wärtsilä.

Le *Smart Technology Hub* inauguré à Vaasa, dans l'ouest de la Finlande (Ostrobotnie) allie recherche, coopération et

développement de produits pour décarboner les secteurs maritime et de l'énergie. Dans ces nouveaux locaux, non seulement les moteurs sont fabriqués, mais davantage de recherches seront menées sur le potentiel de carburants alternatifs. Wärtsilä, spécialisée dans la fabrication

industrielle de générateurs électriques et de moteurs de bateaux travaille notamment sur l'utilisation de l'hydrogène et de l'ammoniac comme carburant. Un des défis majeurs pour les compagnies maritimes est que l'âge moyen d'un navire est d'environ 25 à 30 ans et que le changement visant à réduire les combustibles fossiles aura lieu au cours de la durée de vie d'un navire. La construction de ce centre nécessitant un investissement de 250 M€ avait été annoncée en 2018.

Une procédure accélérée à 14 jours pour l'octroi de permis de séjour aux travailleurs hautement qualifiés.

Afin de remédier aux longs délais d'attribution des visas de travail, pouvant atteindre jusqu'à 46 jours pour certains entrepreneurs, et d'attirer des travailleurs internationaux très qualifiés, une nouvelle loi sur l'accélération de la procédure de permis de séjour est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2022. Cette réforme cible les spécialistes, les entrepreneurs de start-up et autres experts internationaux amenés à occuper des postes à responsabilité dans les entreprises, qui se verront octroyer un permis de séjour dans les 14 jours suivant la demande (permis accordé également aux membres de leur famille). Le corollaire de cette procédure express de traitement des demandes est l'introduction d'un nouveau visa, un « Visa D ». Une fois le permis accordé, ce visa D permettra aux professionnels susmentionnés, moyennant des frais supplémentaires (pouvant être pris en charge par l'employeur) d'entrer directement en Finlande, c'est-à-dire avant la réception

matérielle du titre de séjour. Le ministère des affaires étrangères et l'Office finlandais des migrations (*Migri*) ont par ailleurs annoncé vouloir réduire à un mois le délai général d'octroi d'un titre de séjour pour les autres travailleurs étrangers, en allégeant les formalités administratives et en améliorant la digitalisation des procédures.

Plus d'un milliard d'euros de subventions ont été versés aux entreprises en 2021.

Selon les données de l'Institut finlandais des statistiques, les subventions aux entreprises se sont élevées à 1,4 Md€ en 2021, dont un milliard versé en raison de la pandémie de coronavirus, soit 19 % de moins que l'année précédente. Ces subventions représentent environ 0,5% du PIB finlandais en 2021, contre 2,7% du PIB en moyenne au sein de l'UE, plaçant la Finlande parmi les Etats européens les moins dépensiers. Les TPE et PME ont été les principales bénéficiaires des subventions, avec plus d'1,3 Md€ tandis que les grandes entreprises ont reçu 120 M€. En outre, par rapport à l'année 2020, le montant des subventions a diminué pour tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie des services dont les subventions - en hausse - ont atteint 850 M€, dont 700 M€ directement liés à la crise du coronavirus. Les subventions ont été versées à environ 60 000 sociétés, ce qui est en baisse par rapport à 2020, mais deux fois supérieur au nombre de bénéficiaires avant-crise. Parmi les autres aides budgétaires, les prêts se sont élevés à 480 M€ et les garanties à 1,4 Md€, portant le total des aides publiques à 3,3 Mds€ (1,3% du PIB).

Islande

Nouvelle majorité à Reykjavík.

Les dirigeants de l'Alliance sociale-démocrate, du Parti progressiste, du Parti pirate et du Parti Renaissance forment la nouvelle majorité au conseil municipal de Reykjavík. Dagur B. Eggertsson (Alliance sociale-démocrate) restera maire de Reykjavík pour les 18 prochains mois. Einar Þorsteinsson,

chef du Parti progressiste de la ville, prendra ensuite le poste jusqu'à la fin de la période électorale au printemps 2026.

L'inflation s'élève à 7,6% au mois de mai.

L'inflation en glissement annuel a atteint 7,6% au mois de mai, contre 7,2% au mois d'avril. Si l'on exclut la composante logement, l'inflation est de 5,5 %. D'après les chiffres de

Statistics Iceland, en glissement mensuel, le prix de la nourriture et des boissons a augmenté de 0,9 %, le coût des logements de 2,3 %, le prix des voitures neuves de 2,1 % et le prix de l'essence et du gasoil de 2,9 % alors que le prix des vols internationaux a baissé de 6,9 %. La banque Landsbanki s'attend à ce que l'inflation atteigne un pic au mois d'août (8,5%) avant de décroître.

La Banque centrale intervient sur le marché des changes.

La Banque centrale d'Islande est intervenue sur le marché des changes vendredi 20 mai afin de compenser l'appréciation de la couronne. Il s'agissait de la première utilisation par la banque d'une intervention de change sur le marché depuis deux mois. La couronne s'était appréciée de près de 6% par rapport à l'euro cette année mais est restée stable par rapport au dollar américain.

Le taux de chômage s'établit à 3,7% en avril.

Le taux de chômage au mois d'avril était de 3,7% selon les résultats de l'enquête islandaise sur la population active. En comparaison, le taux de chômage était de 10,8% en avril 2021. En avril 2022, le taux de chômage est de 3,9% chez les hommes et 3,5% chez les femmes. Le chômage des hommes a diminué de 5,3 points de pourcentage d'une année à l'autre et de 9,1 points de pourcentage chez les femmes.

La valeur de l'immobilier a augmenté de près de 20 % en une année.

Les derniers chiffres de l'évaluation des propriétés ont été publiés par Registers Iceland. La plus forte augmentation de la valeur des biens immobiliers est observée à Fljótsdalshreppur (38,9 %) et la plus faible à Dalvíkurbyggð (6,2 %). La valorisation des propriétés dans la région de la capitale Reykjavík a augmenté d'un peu plus de 20 %.

L'indice OMXI10 enregistre sa plus forte baisse depuis douze ans.

L'indice boursier islandais OMXI10, qui regroupe les dix plus grosses sociétés islandaises cotées, a chuté de 10,9 % au mois de mai par rapport au mois d'avril. La valeur totale des sociétés cotées à la Bourse d'Islande était de 2 198 Mds ISK (16 Mds €) fin mai, soit 243 Mds ISK (1,8 Md €) de moins que fin avril. La baisse est principalement due à la baisse de la valeur des actions de Marel (entreprise agro-alimentaire)

dont la valeur a chuté de plus de 200 Mds ISK (1,5Md €) depuis le début de l'année.

Fin de l'exonération de TVA sur les véhicules hybrides rechargeables.

Depuis 2012 et jusqu'à la fin de l'année dernière, une partie du montant de l'achat d'un véhicule hybride rechargeable était exonérée de TVA. A la fin de l'année dernière, l'abattement fiscal a été réduit de moitié et a finalement cessé début mai.

Nouveaux câbles sous-marins à Þorlákshöfn.

Un nouveau câble sous-marin nommé Iris, le troisième à gérer les télécommunications de l'Islande avec l'Europe, reliera Þorlákshöfn à Galway en Irlande. Son installation devrait être achevée d'ici la fin de l'été et le câble sera opérationnel en 2023. Il pourra transporter environ 100 à 150 fois la quantité de données passant par les câbles existants selon le PDG de Farice, l'entreprise en charge de l'installation des câbles.

Le gouvernement veut interdire la production de pétrole en Islande.

Le gouvernement de Guðlaugur Þór Þórðarson, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat, a soumis un projet de loi interdisant la recherche de pétrole dans la zone économique exclusive de l'Islande.

Résultats en hausse pour les sociétés de pêche cotées

Les bénéficiaires de Brim au premier trimestre de cette année se sont élevés à 26 M€, plus du double par rapport à la même période l'an dernier (11 M€). Cette performance s'explique par une bonne saison du capelan et des prix de vente plus élevés. Pour Síldarvinnslan, les revenus du premier trimestre de cette année se sont élevés à 93,9 M€, soit une augmentation de 92 % par rapport à la même période l'an dernier et le bénéfice s'est élevé à 25,7 M€, soit une augmentation de 9 %.

Carbon Recycling International ouvre une nouvelle usine en Chine.

L'entreprise islandaise de haute technologie Carbon Recycling International (CRI) va inaugurer cet été une usine qui recycle le dioxyde de carbone. L'usine, située à Anyang et construite pour l'entreprise industrielle chinoise Shunly, produira du méthanol à partir de dioxyde de carbone. L'usine pourra recycler 160 000 tonnes de dioxyde de

carbone par an pour une capacité de production annuelle est de 110 000 tonnes de méthanol.

Norvège

35 % des Norvégiens en faveur d'une adhésion à l'UE.

Selon un nouveau sondage, 35 % des Norvégiens sont favorables à une adhésion à l'UE, un pourcentage en nette hausse depuis 2010. Selon les observateurs, une des raisons principales de cette hausse réside dans la guerre en Ukraine.

Congrès de LO en faveur de la poursuite de l'exploration pétrolière et gazière.

La question de la poursuite de l'exploration pétrolière et gazière a été le sujet le plus important du congrès de la confédération syndicale LO (plus grand syndicat de Norvège, avec près d'un million de membres) la semaine dernière. Le compromis trouvé par les membres de LO souligne ainsi l'importance de l'exportation du gaz et du pétrole depuis le début du conflit avec la Russie, qui fait de la Norvège un fournisseur d'énergie sûr, stable et fiable pour l'Europe. Les exportations de gaz et de pétrole ont représenté 75% des exportations totales de marchandises cette année en Norvège. La confédération retient la nécessité de prendre des dispositions pour maintenir un niveau d'activité stable sur le plateau continental norvégien avec une part accrue de nouvelles industries. LO s'est ainsi engagée à continuer de développer le secteur, de façon financièrement et climatiquement durable.

Nouvelle découverte de pétrole par Equinor et hausse des budgets d'investissements consacrés aux gazoducs et oléoducs

Equinor vient de découvrir des réserves de 50 millions de barils de pétrole à proximité de sa plateforme Johan Casberg, en mer de Barents. Situées au nord du 72^e parallèle,

elles pourraient être exploitées dès 2024 grâce aux installations existantes. Suite à cette découverte, les estimations de réserves de la zone ont été revues à la hausse à 700 millions de barils. Cependant la tendance globale est en baisse concernant les investissements dans le pétrole et le gaz. Selon les prévisions du Bureau central des statistiques (SSB), ils devraient atteindre 167,2 Mds NOK (environ 16,7 Mrds €) en 2022, soit 8% de moins que l'an dernier. Une baisse est aussi attendue en 2023, avec des investissements de 130,6 Mrds de NOK (environ 13 Mrds €). Les dépenses liées à la prospection devraient reculer, alors que les budgets consacrés aux gazoducs, aux oléoducs et aux activités à terre devraient augmenter.

Le gouvernement norvégien entend établir un budget climatique.

La ville d'Oslo établit des budgets climatiques depuis six ans. Le gouvernement souhaite désormais faire de même dans la loi de finances de cet automne. L'objectif serait de mener une politique climatique dans tous les secteurs de la société, et d'instaurer une stratégie pragmatique plutôt que de présenter des objectifs ambitieux et lointains.

Record de ventes d'armes de la Norvège au Qatar.

En 2021, la Norvège a vendu des armes au Qatar pour 924M NOK (environ 92,4 M€). Il s'agit de la deuxième plus grande vente d'armes au Moyen-Orient dans l'histoire de la Norvège et de la somme la plus élevée autorisée pour les pays du Moyen-Orient pour acheter des armes à la Norvège. Le groupe Kongsberg bénéficie d'un contrat avec le Qatar de 15 Mds NOK (environ 1,5 Mrd €) étalé sur huit ans. Ces ventes sont critiquées par les ONG.

Suède

La hausse des prix des intrants agricoles et des produits agroalimentaires se poursuit.

La hausse des prix des intrants agricoles (engrais, fourrages, électricité, diesel, etc.) est problématique pour les exploitants suédois malgré les aides d'urgence. Pour mémoire, le gouvernement social-démocrate avait trouvé un accord avec le parti centriste (dans le cadre du PLF rectificatif de printemps) en faveur d'un nouveau plan de soutien aux exploitants agricoles de plus de 200 M€ (0,04 % du PIB) afin de compenser l'envolée des prix des intrants agricoles liée au conflit en Ukraine. Le prix des engrais a par exemple triplé en Suède par rapport à juin 2021 ; celui de l'énergie (diesel, électricité) et des fourrages a augmenté de plus de 40 % (+30 % pour les produits phytosanitaires). En conséquence, les prix des produits agroalimentaires continuent d'augmenter. Selon le gouvernement, le prix de la viande porcine et bovine a progressé de près de 15 % depuis le début de l'année (+25 % pour le poulet et les œufs). Face aux risques de famine notamment, le gouvernement a augmenté de 50 M€ l'aide humanitaire accordée à l'Ukraine en 2022.

La contraction de l'économie est plus forte que prévu au premier trimestre 2022.

Le PIB suédois s'est contracté de 0,8% au premier trimestre selon SCB, bien plus que les prévisions ne l'anticipaient. Plusieurs facteurs expliquent cette contraction, par exemple le rebond de l'épidémie de Covid-19 qui a fait chuter la consommation des ménages en début d'année par rapport au trimestre précédent ou la détérioration de la balance commerciale (Les importations ont crû de 2,8% durant le premier trimestre alors que les exportations ont augmenté de seulement 1%). L'investissement net s'est également contracté de 1,3%. A noter que SCB revoit également à la hausse les chiffres de la croissance de 2020 et 2021. Selon l'institut de statistique en 2020 la contraction de l'économie est révisée à -2,2% (contre -2,9% initialement) et le rebond de 2021 s'élève désormais à 5,1% (contre 4,8% initialement).

Le gouvernement décide de réduire de près de moitié la population de loups.

Le 5 mai, une majorité au Parlement (partis de droite, centriste ex-agrainien et extrême droite) s'est prononcée en faveur de la

réduction du nombre de loups à 170 (contre 400 recensés actuellement dans le pays). Le Parlement avait décidé en 2013 qu'une population de 170-270 loups était suffisante pour respecter la directive européenne sur les habitats. La ministre des affaires rurales a souligné que l'acceptation de la présence du loup a fortement diminué en raison notamment des attaques répétées sur les troupeaux d'ovins en campagne.

La proposition des Modérés d'investir dans le nucléaire bien accueillie par le monde des affaires.

Jan-Olof Jacke (Président de la Confédération des entreprises suédoises) a salué le plan d'investissements dans le nucléaire proposé par les Modérés. Pour rappel, ce parti propose un plan d'investissement de 400 Mds SEK (39Mds €, 7% du PIB) en garantie d'Etat pour la création de dix nouveaux réacteurs nucléaires.

Fredrik Persson, nouveau Président de Business Europe.

Le Suédois Fredrik Persson (54 ans) qui était Président de la Confédération suédoise des entreprises (*Svenskt Näringsliv*) depuis 2017 vient de démissionner de ce poste pour prendre les rênes de la Fédération patronale européenne, Business Europe (35 fédérations membres). Suite à sa nomination, il a déclaré à la presse locale qu'il souhaitait capitaliser sur les bonnes pratiques du projet Horizon Europe et mettre en place un agenda ambitieux en matière de R&D et d'innovation avec à la clef une étroite collaboration entre chercheurs et entreprises. Parmi les autres domaines prioritaires, on note les pratiques d'automatisation industrielle, l'internet des objets et la libre circulation des données au sein de l'UE. Fredrik Persson remplace ainsi Pierre Gattaz qui était en fin de mandat.

Cecilia Skingsley nouvelle DG du Hub d'innovation de la BRI.

Cecilia Skingsley, actuellement première vice-gouverneur de la Banque de Suède (*Riksbanken*) deviendra Directrice générale du centre d'innovation de la Banque des règlements internationaux (BRI) à compter du 14 septembre 2022. BIS HUB encourage

la collaboration entre les Banques centrales pour le développement des technologies financières innovantes (monnaie numérique de Banque centrale, finance verte,

cyber sécurité...). Le mandat est de 5 ans et elle remplace ainsi Benoît Cœuré, désormais président de l'Autorité française de la concurrence.



Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	5,1	-0,8
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,7	-0,1
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,4
Norvège ¹	0	0,8	3,9	0,1	3,9	-1,0
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

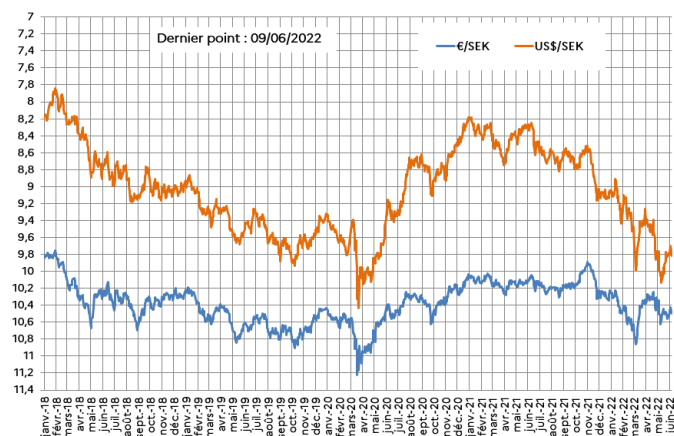
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,7
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	4,8
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,9
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

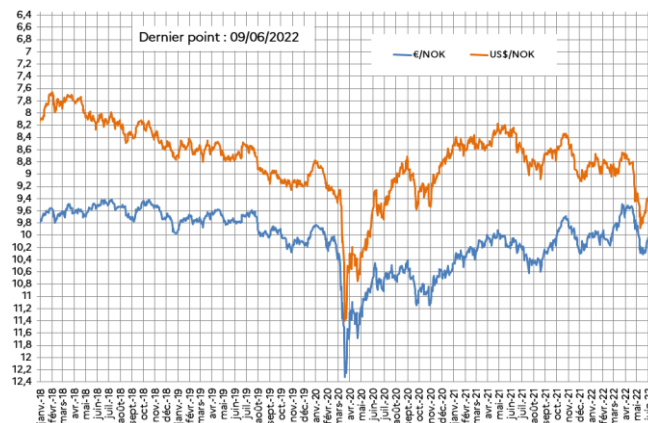
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).
Avec les contributions des Services Economiques de
Copenhague (C. Çamdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny),
Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo
(O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre,
J. Grosjean, M. Marboç, A. Marsal, F. Citton) et de
l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner :

alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr